



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE CEDEX, le 06/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL

zone industrielle n 4

BP8

59880 Saint-Saulve

Références : 2011/0215
Code AIOT : 0006514660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 3/5 route du mole central 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 3/5 route du mole central 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006514660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement REVIVAL exploite une activité basée sur la collecte, le tri, le regroupement de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux), la dépollution, le broyage, le recyclage et la valorisation de carcasses de VHU (Véhicules Hors d'Usage dépollués) et des DEEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques : GEM Hors Froid, GEM Froid ou Petits Appareils Ménagers).

Cette installation est autorisée par AP du 06/06/2012. Les activités de cette installation sont notamment soumises à la rubrique 3532 de la nomenclature des ICPE. Aussi, cette installation relève de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité à certaines prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 2 | Efficacité énergétique | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 6 | Émission atmosphérique | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II de l'annexe 2 | / | Sans objet |
| 3 | Rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 4 | Rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 | / | Sans objet |
| 5 | Rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2 | / | Sans objet |
| 7 | Gestion du bruit | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 du IV de l'annexe 3.1 | / | Sans objet |
| 8 | Procédure de manutention des déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II de l'annexe 3.1 | / | Sans objet |
| 9 | Gestion du risque "déflagration" | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 3.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'établissement est bien tenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Flux de déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II de l'annexe 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Certificat d'acceptation préalable |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : Procédure Description a- Caractérisation et acceptation préalable des déchets Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets. b- Procédures d'acceptation des déchets Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation. |
| Constats : L'exploitant a mis en place le certificat d'acceptation préalable (CAP) afin de caractériser au préalable les déchets entrants sur le site. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le CAP d'un des déchets qu'il a réceptionnés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Efficacité énergétique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX de l'annexe 3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'efficacité énergétique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none">- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. |
| Constats : Un audit d'efficacité énergétique est réalisé à l'échelle du groupe. Le dernier audit a été réalisé en 2019 et le prochain est prévu en fin d'année 2023. L'exploitant dispose d'un relevé mensuel de sa consommation d'eau et de sa consommation électrique. Cependant, il n'existe pas de bilan énergétique annuel tel que défini dans cet article. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Rejets aqueux

| | | |
|--|--------------------------|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE et fréquence de suivi | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | |
| Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : | | |
| Paramètre | Valeur limite (1) | Fréquence de surveillance (2) (3) |
| Matières en suspension (MES) | 60 mg/L (5) | mensuelle |
| Demande chimique en oxygène (DCO) (4) | 180 mg/L (6) | mensuelle |
| Carbone organique total (COT) (4) | 60 mg/L | mensuelle |

| **Constats :** L'exploitant a procédé à des campagnes mensuelles de mesures de ces rejets aqueux. Ces analyses ont été faites par le laboratoire EUROFINS. Les concentrations mesurées sont conformes aux valeurs limites. | | |
| **Type de suites proposées :** Sans suite | | |
| **Proposition de suites :** Sans objet | | |

N° 4 : Rejets aqueux

| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1 | | | | | | | |
|--|-------------------------------|-----------|-------------------------------|------|--------------|------|--------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE et fréquence de suivi pour le PFOA et PFOS | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : [...]Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective : | | | | | | | |
| <table><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence de surveillance (1)</th></tr><tr><td>PFOA</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>PFOS</td><td>semestrielle</td></tr></table> | | Paramètre | Fréquence de surveillance (1) | PFOA | semestrielle | PFOS | semestrielle |
| Paramètre | Fréquence de surveillance (1) | | | | | | |
| PFOA | semestrielle | | | | | | |
| PFOS | semestrielle | | | | | | |
| (1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet. | | | | | | | |
| Constats : Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant précise que la mesure de PFOA et de PFOS n'est pas pertinente au vu des déchets traités. Aussi, ces paramètres ne font actuellement pas l'objet d'une surveillance de la part de l'exploitant. Cependant, le PFOA et ses sels sont employés comme adjuvants de polymérisation dans la production de polymères fluorés et de fluoroélastomères utilisés dans divers secteurs industriels tel que celui de l'automobile. De plus, l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation impose aux exploitants des installations soumises notamment aux rubriques 3532 et 2791 d'établir, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Aussi, l'analyse des PFOA et PFOS s'avère pertinente. L'inspection propose donc d'imposer à l'exploitant de procéder à la surveillance de ces substances conformément à X de l'annexe 3.1. | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | | | | | | |

N° 5 : Rejets aqueux

| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2 | | | |
|--|--|--|-----------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE et fréquence de suivi | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | |
| Prescription contrôlée : Effluents aqueux : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes : | | | |
| Traitement | Paramètre | Valeur limite (1) | Fréquence de surveillance (2) (3) |
| Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques | Indice hydrocarbure | 10 mg/L | mensuelle |
| | Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4) | As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (5) Cr : 0,15 mg/L (6) Cu : 0,5 mg/L (7) Pb : 0,3 mg/L (8) Ni : 0,5 mg/L (9) Zn : 2 mg/L | mensuelle |
| | Mercure (Hg) (4) | 5 µg/L | mensuelle |
| Constats : L'exploitant a procédé à des campagnes mensuelles de mesures de ces rejets aqueux. Ces analyses ont été faites par le laboratoire EUROFINS. Les concentrations mesurées sont conformes aux valeurs limites. | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | | |

N° 6 : Emission atmosphérique

| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.2 | | | |
|--|---|--|---------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE et fréquence de suivi | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | |
| Prescription contrôlée : III. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets Effluents gazeux : | | | |
| Traitement | Paramètre | Valeur limite | Fréquence de surveillance |
| Tous les traitements mécaniques des déchets | Poussières | 5 mg/Nm3 ou 10 mg/Nm3 lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable | semestrielle |
| Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques | Retardateurs de flamme bromés (1) | / | annuelle |
| | PCB de type dioxine (1) | / | annuelle |
| | Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1) | / | annuelle |
| | PCDD/F (1) | / | annuelle |
| | COVT | / | semestrielle |
| Constats : L'exploitant a transmis les derniers rapports de mesures de ses rejets atmosphériques dont les mesures ont été effectuées après la date de mise en application des prescriptions de cet arrêté à savoir le 17 août 2022. Ainsi, ces campagnes de mesures ont été réalisées le 16/09/2022 et le 25/10/2022. L'exploitant n'a pas pu transmettre de rapport de mesurage pour le 1er semestre 2023. Aussi, l'inspection constate que la fréquence de suivi de ses rejets atmosphériques n'a pas été suivie. De plus, l'ensemble des paramètres mentionnés dans cet article n'ont pas été analysés. L'exploitant explique qu'une de ces campagnes a été réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné et qu'il pensait que l'ensemble des paramètres serait analysé. De plus, il transmet : - le devis du bureau d'études KALI'AIR concernant une nouvelle campagne de surveillance de ces rejets atmosphérique portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans cet article; - la fiche de renseignement justifiant du passage du préleveur en date du 13/06/2023. | | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | | |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale | | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | | |

N° 7 : Gestion du bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 du IV de l'annexe 3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion du bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : 2. L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ;- un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ;- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (par exemple, dans le cadre de plaintes) ;- un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. |
| Constats : L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ces émissions sonores avec la réalisation de mesures acoustiques tous les 3 ans. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures acoustiques du 15/09/2021 réalisé par DEKRA. Ce rapport conclut que l'établissement est conforme à la réglementation en vigueur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Procédure de manutention des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II de l'annexe 3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure.[...] |
| Constats : L'exploitant informe l'inspection de la mise en place de consigne, notamment de sécurité, auprès de chaque agent. De plus, une formation est dispensée en interne sur le site pour les nouveaux agents. L'exploitant précise que les agents intérimaires ne sont pas engagés pour des postes spécifiques de manutention tels que les postes de grutiers. Enfin, sur place l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les CACES des deux grutiers en train de travailler. La période de validité de ces deux CACES finit en 2029. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestion du risque "déflagration"

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Broyeur de déchets métalliques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1. Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte le risque de déflagration ;- retire tous les éléments dangereux contenus dans le flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ;- s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés. L'exploitant met en place un plan de gestion des déflagrations, comprenant un programme de réduction des déflagrations visant à déterminer les sources possibles de déflagration et à mettre en œuvre des mesures pour éviter les déflagrations, un relevé des incidents de déflagrations, des mesures prises pour y remédier et des connaissances relatives à la déflagration, ainsi qu'un protocole des mesures à prendre pour remédier aux incidents de déflagrations. L'installation est équipée de moyens de protection contre les effets d'une surpression, ou d'un broyage à vitesse réduite en amont du broyeur principal. L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur. |
| Constats : Les déchets entrant sur le site font l'objet d'une procédure de surveillance particulière afin de retirer tous les éléments dangereux (ex: bouteilles de gaz). Cette procédure de surveillance est réalisée sur plusieurs "postes de travail" et par plusieurs agents sur le site. En cas de déchets potentiellement dangereux telles que des bouteilles de gaz, l'exploitant les stocke dans l'attente de les expédier à une société de traitement spécialisée qui se chargera du dégazage. Cette société réexpédie par la suite les bouteilles vides à REVIVAL afin qu'elles puissent y être traitées. De plus, l'exploitant informe l'inspection qu'en cas de feu dans le broyeur, de la mousse est injectée et les tapis sont arrosés. Aussi, l'exploitant précise que de nombreuses mesures sont mises en place aussi bien préventives que protectrices afin de réduire au maximum les risques de déflagrations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |